

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-087

DU 23 MARS 2022

AIDE À LA RÉNOVATION THERMIQUE - 1ÈRE AFFECTATION POUR 2022

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU la décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (notifiée sous le numéro C (2011) 9380) ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par les délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2020-006 du 5 mars 2020 relative au plan régional pour la disparition des passoires thermiques dans le parc social et ouverture du contingent de logements sociaux régionaux aux policiers et surveillants pénitentiaires, modifiée par délibérations n° CP 2020-485 du 18 novembre 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-268 du 1^{er} juillet 2020 portant première affectation pour 2020 du dispositif régional de rénovation thermique ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2022-007 du 28 janvier 2022 relative à l'aide à la rénovation thermique dans le parc social - élargissement du dispositif aux patrimoines classés « E » ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission du logement et de l'aménagement ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-087 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

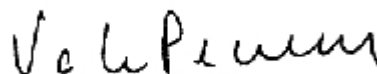
Article unique :

Décide de participer, au titre du dispositif « Lutte contre la précarité énergétique » de la délibération n° CR 2020-006 du 5 mars 2020 modifiée, au financement du projet détaillé dans la fiche-projet en annexe à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 80 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2022-007 du 28 janvier 2022 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de 80 000 € disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-008 (154008) « Lutte contre la précarité énergétique », action 15400801 « Lutte contre la précarité énergétique » du budget 2022.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 23 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 23 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1140995-DE-1-1) et affichage ou notification le 23 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Fiche projet

**DOSSIER N° EX062016 - Aide à la rénovation thermique - ANTIN RESIDENCES SA HABITAT
LOYER MODERE**

Dispositif : Aide à la rénovation thermique (n° 00001195)

Délibération Cadre : CR2020-006 du 05/03/2020

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154008-200

Action : 15400801- Lutte contre la précarité énergétique

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER
MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE
75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation thermique des patrimoines en étiquettes F et G d'Antin Résidences

Dates prévisionnelles : 23 mars 2022 -

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le programme de rénovation thermique porte sur 2 ensembles immobiliers situés dans les départements des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne totalisant 40 logements dont les étiquettes énergétiques sont "F" ou "G" :

- Maisons-Alfort (94), 8 bis-22 rue de l'Amiral Courbet / 1-16 rue Desroys du Roure / 1-25 rue Naville, 19 logements,
- Colombes (92), 1-41 avenue de la Sarriane, 21 logements

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

L'aide régionale correspond à un forfait de 2 000 € par logement.

Calcul de la subvention : 2 000 € x 40 logements = 80.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)